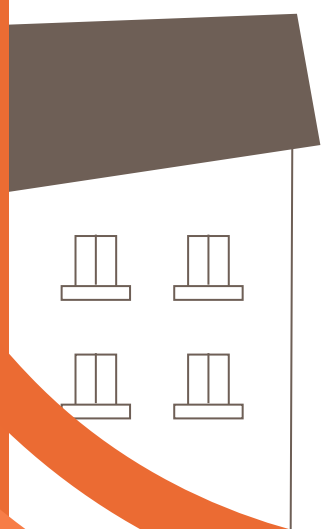


RAPPORT FINANCIER

ADIL 2023

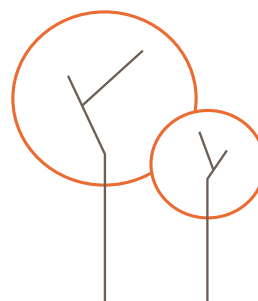


SOMMAIRE



Rapport financier 2023 de l'ADIL 38

Comptes annuels 2023	4
Activité & perspectives d'avenir	
Rapport du C.A.C. sur les comptes annuels	10
Rapport spécial du C.A.C. sur les conventions réglementées	32
Activité statutaire	36
Fixation des cotisations 2024	
Budget prévisionnel 2024	37
Résolutions	38



Analyse de chaque catégorie de produits

Les commentaires qui sont apportés ci-dessous sont un comparatif entre le budget **prévisionnel** 2023 et le budget **réalisé** 2023.

Le budget prévisionnel 2023 avait évalué les produits à 624 765 € ils se sont avérés être d'un montant de 576 209 € soit 92 % du prévisionnel.

En 2023, les PRODUITS D'EXPLOITATION sont stables

Collège 1 : Offreurs de biens et services (+ 4%)

On peut noter une très légère augmentation (+ 70 €) de la CGLLS.
Une hausse de la participation d'Action Logement (+ 2 516 €).

Collège 2 : Les associations de consommateurs et d'usagers

Toutes les associations nous ont renouvelé leur confiance même si certaines l'ont fait avec retard sur début 2024.

Collège 3 : Pouvoirs publics et organismes d'intérêt général (+ 2%)

1 • Pouvoir public :

La participation du Ministère du logement est en augmentation (+ 1 662 €) et celle du Département de (+ 785 €) en raison de l'évolution de la population Iséroise.

2 • EPCI :

Pas de nouveau adhérent en 2023. Seule l'évolution, à la hausse ou à la baisse, de la population influe sur le montant des subventions perçues (+ 674 €).

3 • Associations d'intérêt général :

Toutes les associations nous ont renouvelé leur confiance.



Missions spécifiques

Des produits non budgétés sont venus abonder aux ressources de l'ADIL 38 en 2023.

En effet, l'ADIL 38 a animé des sessions de formation information à destination des personnels de la MRSI, des salariés de la mairie de Grenoble et de Grenoble Alpes Métropole à la demande de la Direction Santé Prévention Sécurité au Travail, aux étudiants d'OCELLIA (école de formation des travailleurs sociaux), aux élus de Pont de Beauvoisin en partenariat avec l'ADIL 73. Toutes ces actions ont permis de récolter 1 130 €.

Autres ressources non budgétées, la reconnaissance du travail de l'ADIL 38 dans le cadre du SLIME (le programme Slime est un programme mis en œuvre localement par des collectivités territoriales, qui vise à massifier le repérage, l'orientation et l'accompagnement des ménages en situation de précarité énergétique) porté par le CCAS de la ville de Grenoble. L'ADIL 38 participait depuis de nombreuses années gracieusement à la plateforme précarité énergétique du CCAS de la Ville de Grenoble. En 2022 la Ville de Grenoble a reconnu financièrement l'intérêt du travail fourni et a accordé une subvention de 2 000 € à l'ADIL 38, ce financement a été renouvelé à l'identique en 2023.

Pour la 1^{ère} fois en 2023, l'ADIL 38 a répondu à une commande de Grenoble Alpes Métropole sur des actions spécifiques comme : la participation à des animations dans le cadre d'une OPAH RU, des animations collectives, à destination d'un public ciblé ou de personnel. Ces actions ont été inscrites dans le cadre d'un marché de prestation intellectuelle non soumis à appel d'offre. Ces prestations vont se dérouler sur 2023 et 2024 elles ont permis un gain en 2023 de 5 725 €.

Transferts de charges

La quote-part de certaines charges fixes, portées par l'ADIL 38 et communes avec DiGi, fait l'objet d'une refacturation chaque fin de semestre.

Cette année encore, la quote-part de ces charges a été comptabilisée en transfert de charges (17 298 €).

Produits financiers

Les divers placements effectués par l'ADIL 38 (livret A, livret B, contrat de capitalisation) ont permis d'obtenir des produits financiers à hauteur de 11 428 € (contre 1 705 € prévus au budget), lesquels sont imposés à l'Impôt sur les Sociétés à hauteur de 954 €.



Analyse de chaque catégorie de charges

Les commentaires qui sont apportés ci-dessous sont un comparatif entre le budget **prévisionnel** 2023 et le budget **réalisé** 2023.

Le budget prévisionnel 2023 avait évalué les dépenses à 624 765 € elles se sont avérées être d'un montant de 581 897 € soit 93 % du prévisionnel.

En 2023, les CHARGES D'EXPLOITATION sont en hausse de 4%

Achats et charges extérieurs

Le poste électricité est en baisse (- 732 €) en raison d'une estimation de la hausse des tarifs trop importante et d'une vigilance sur les éco gestes.

La consommation de fournitures a été aussi très raisonnable (- 1 796 €).

Services extérieurs

On constate qu'il a été fait une surestimation du poste charges de copropriété sur les locaux de Grenoble et Bourgoin (- 6 883 €) en revanche les loyers que ce soit de Grenoble ou Bourgoin ont été réactualisés plus que prévu en raison des fortes majorations indiciaires (+ 4 172).

En 2023, il n'a pas été fait de petits travaux donc une économie de 1 200 €.

La fibre a été installée ce qui a pour conséquence des frais de maintenance téléphonique beaucoup plus élevés que budgétés (+ 2 430 €).

Les primes d'assurance sont en hausse (+ 320 €).

Autres services extérieurs

Les honoraires du commissaire aux comptes sont en baisses (- 1 760 €) au regard de la stabilité de l'activité en revanche les honoraires comptables sont en hausses (+ 490 €) en raison notamment de frais de rédaction de contrats, de frais pour l'entrée et la sortie de salariés.

Les frais de publication sont aussi plus élevés, les nombreux changements législatifs ont nécessité de renouveler le stock de dépliant (+ 2 245 €).

Les frais de déplacement pour formation sont en baisses (- 1 335 €) la formation s'est beaucoup faite en webinaire en 2023... Les frais de déplacement pour les permanences sont stables.

Charges de personnel

Concernant le poste le plus important pour l'ADIL 38 (74 %) du budget, il a été surévalué de 33 054 €. En 2023 l'équipe de l'ADIL 38 est composée de salariés avec une antériorité plus récente ce qui a pour effet un gain de 13 616 € sur les salaires (primes d'anciennetés et charges sociales). Il y a aussi eu un congé maternité. La provision Indemnité de Fin de Carrière est de 25 101 € contre 24 112 € en 2022.

Charge financière

Le contrat de capitalisation qui a été souscrit a donné lieu à une imposition à hauteur de 954 €.

Analyse du bilan

La trésorerie

La valeur comptable du « **livret B** » au 31/12/23 est de **170 472 €** (intérêts courus compris).

La valeur comptable du « **livret A** » au 31/12/23 est de **94 206 €** (intérêts courus compris) et recouvre le fond de réserve de 76 000 € (C.A. du 7/4/2008).

La valeur comptable du « **contrat de capitalisation** » au 31/12/23 est de **207 860 €** (intérêts courus compris).

Les immobilisations

En 2023 l'ADIL 38 a effectué des travaux dans ses bureaux du 1^{er} étage pour la somme de **15 608 €**.

A noter un nettoyage de l'inventaire des immobilisations a été effectué afin de prendre en compte la mise au rebus de mobilier vétuste.

Les dettes et créances à court terme

Les « **dettes fiscales et sociales** » (45 815 €) constatées au passif du bilan concernent le règlement de l'ensemble des charges sociales, fiscales relatives au 4^e trimestre 2023 et dont le règlement interviendra courant janvier 2024.

Les dettes « **fournisseurs et comptes rattachés** » (4 440 €) sont composées de provisions relatives à des factures non reçues ainsi que des factures dont l'échéance de règlement est prévue courant janvier 2024.

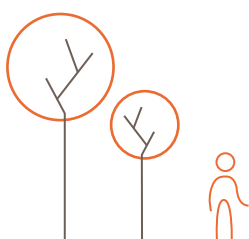
Les « **dettes envers les financeurs** » sont à néant au 31 décembre 2023.

Les « **créances à recevoir** » sont les soldes des subventions de la CAF 9 000 € et du Département 23 862 €.

Les fonds propres

L'exercice clos au **31/12/2023** laisse apparaître un **résultat déficitaire de 5 687 €** qui vient en diminution du Report à Nouveau.

Les fonds **propres de l'ADIL** sont donc au 31/12/2023 de **595 102 €**.



Perspectives

2023, c'est la 2^{ème} année que l'ADIL 38 constate un déficit. Son bureau dans un premier temps puis son conseil d'administration ont décidé pour la 1^{ère} fois depuis 2007, date de la création de l'ADIL 38, une réévaluation des participations. Pour rappel la CAF de l'Isère a déjà mis en œuvre cette action puisque l'ADIL 38 et la CAF ont signé une convention d'une durée de 4 ans (2023-2026) dans laquelle la participation de la CAF est en augmentation de 20 %, celle-ci passe de 25 000 € à 30 000 €.

Il a aussi été décidé de proposer une offre de services à destination des particuliers et des membres de l'ADIL 38. Ces offres de services ont été validées par le conseil d'administration de l'ADIL 38.

En 2024 la Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement, a recentré la mission des actions de prévention des expulsions locatives ainsi que son portage sur le réseau des ADIL. Cette option doit permettre notamment d'assurer pour les chargés de mission un partage d'expériences, de pratiques, et de mutualisation des outils. L'ADIL 38 a été dans ce cadre sollicitée par la DDETS et étudie cette proposition.







ASSOCIATION ADIL 38

2 Boulevard Maréchal Joffre
38000 GRENOBLE

**Rapport du Commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**
Exercice clos le 31 décembre 2023





Tél. : 04 76 09 50 54
www.bdo.fr

Le Pixel - 10 bis avenue des FTPF
38130 Echirolles

ADIL 38

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'Association ADIL 38,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ADIL 38 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6. Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Echirolles, le 14 mai 2024

Signé électroniquement le 14/05/2024 par
Justine Gairaud



BDO Rhône-Alpes
Représentée par Justine GAIRAUD
Commissaire aux comptes

Association ADIL 38

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.	141 407	92 014	49 393	38 428
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières	8 889		8 889	8 889
	TOTAL (I)	150 295	92 014	58 282	47 317
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	9 108		9 108	9 618
	Autres créances	39 926		39 926	37 515
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	207 860		207 860	201 319
	DISPONIBILITES	395 310		395 310	419 709
	Charges constatées d'avance	1 854		1 854	3 548
	TOTAL (II)	654 057		654 057	671 710
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		804 353	92 014	712 339	719 027
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents - autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Association ADIL 38

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise		
	Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Ecart de réévaluation	40 000	40 000
	Réserves	484 789	506 664
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	(5 687)	(21 874)
	Total des fonds propres	519 102	524 789
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
Provisions	- Apports	76 000	76 000
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	76 000	76 000
	Total des fonds associatifs	595 102	600 789
Fonds dédiés	Provisions pour risques	25 101	24 112
	Provisions pour charges		
DETTE (1)	Total des provisions	25 101	24 112
DETTE (1)	Aux fondations abritées		
	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés		
	DETTE FINANCIERE		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
DETTE (1)	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTE D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 320	11 153
	Dettes fiscales et sociales	83 816	82 973
	DETTE DIVERSE		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	92 136	94 126
TOTAL PASSIF	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		712 339	719 027
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(5 687,28)	(21 874,46)
(1) Dont à moins d'un an		92 136	94 126
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Association ADIL 38

Compte de Résultat

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS D'EXPLOITATION		
	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	6 855	
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	532 153	544 860
	Dons		
	Cotisations	8 400	6 200
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	1	193
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	17 373	22 091
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	564 781	573 344
	CHARGES D'EXPLOITATION		
	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	139 210	149 259
	Impôts, taxes et versements assimilés	10 404	9 413
	Rémunération du personnel	301 383	317 646
	Charges sociales	116 474	112 445
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	10 729	13 726
	Dotation aux provisions	989	707
	Autres charges	288	96
	Total des charges d'exploitation	579 479	603 292
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	(14 697)	(29 948)
Charges financières	Produits financiers		
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	11 428	2 919
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
	2 - RESULTAT FINANCIER	11 428	2 919
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	(3 269)	(27 029)
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles		652
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL		(652)
Charges exceptionnelles	Impôts sur les sociétés	2 418	86
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		5 893
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	TOTAL DES PRODUITS	576 209	582 156
	TOTAL DES CHARGES	581 897	604 030
	EXCEDENT ou DEFICIT	(5 687)	(21 874)
	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Annexe au Bilan

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **712 339** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **576 209** euros
 - un total charges de **581 897** euros
 - dégage un résultat de **-5 687** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2023**
- finit le **31/12/2023**
- et a une durée de **12** mois.

D'autre part, aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

L'association a pour objet d'informer le public sur toute question touchant au logement et à l'habitat. Cette information, qui repose sur une compétence juridique et financière confirmée, doit être complète, neutre, personnalisée et gratuite. Elle peut, lorsque la situation locale le permet, s'accompagner d'une information sur des offres de terrains et de logements disponibles. Elle vise à favoriser le bon déroulement des projets d'accession à la propriété des ménages et permet aux usagers, en particulier aux personnes défavorisées, de disposer de tous les éléments permettant l'exercice d'un choix véritable et indépendant. Le contact direct avec le public est privilégié dans la mesure du possible.

L'action de l'association, auprès du public, exclut tout acte administratif, commercial ou contentieux.

L'association a également vocation à assurer, au bénéfice de ses membres, des actions de conseil et d'expertise juridique ou économique et à entreprendre toutes études, recherches ou démarches prospectives liées à son domaine d'activité. Elle peut faire des propositions qui lui paraissent de nature à orienter les politiques publiques en matière de logement et d'habitat. Elle transmet ses propositions à l'Association nationale pour l'information sur le logement. L'association contribue à la collecte et à l'exploitation des données de l'ensemble du réseau des associations départementales, coordonnées par l'Association Nationale pour l'Information sur le Logement :

- elle analyse les informations issues de la demande exprimée par le public et assure la diffusion de ses analyses à l'ensemble de ses membres, à l'Association Nationale pour l'Information sur le Logement et au Ministère chargé du logement ;
- elle enrichit les données nationales du réseau des associations départementales de ses expériences, propositions, analyses et études.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association ADIL 38** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **712 339** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **576 209** euros et un total **charges** de **581 897** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-5 687** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2023 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

- Application Web decence	5 ans
- Agencement & installation	3, 5 et 10 ans
- Matériel informatique	3 ans
- Mobilieu de bureau	8 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les immobilisations financières sont composées des dépôts de garantie lors de la location des bureaux de Grenoble et Nord-Isère et d'acquisition de mobiles téléphoniques et font apparaître un solde de 8365,13 €.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Association ADIL 38

Règles et Méthodes Comptables

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Tableau de suivi des subventions d'exploitation

Les subventions de fonctionnement, affectées par des financeurs à des projets définis, qui n'ont pu être intégralement utilisées en fin d'exercice, sont inscrites au compte «194 - Fonds dédiés».

Ressources provenant de la générosité du public

L'ADIL38 ne perçoit aucune ressource provenant de la générosité du public, des legs et des donations.

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Association ADIL 38

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	13 389				13 389	
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13 389				13 389	
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	87 118		15 608			102 726
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	41 487		6 086		8 892	38 681
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	128 605		21 694		8 892	141 407
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	8 889					8 889
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 889					8 889
TOTAL		150 883		21 694		22 281	150 295

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Association ADIL 38

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	13 389	(13 389)		
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13 389	(13 389)		
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	52 336	7 333		59 669
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	37 841	3 396	8 892	32 345
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		90 177	10 729	8 892	92 014
TOTAL		103 566	(2 660)	8 892	92 014

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Association ADIL 38

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	24 112	989		25 101
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	24 112	989		25 101
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		24 112	989		25 101
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			989		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Une provision pour les indemnités de fin de carrière est constituée et actualisée chaque année:
Solde au 31/12/2022 : 24 112 € (31/12/2021: 23 405 € - 31/12/2020: 21 037 €)
Elle est calculée selon les recommandations ANIL, plus favorables aux salariés que le droit du travail: départ à la retraite à l'âge de 62 ans - tx d'actualisat° 3.35%

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Association ADIL 38

Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	8 889		8 889
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	9 108	9 108	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	485	485	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	295	295	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	39 146	39 146	
	Charges constatées d'avance	1 854	1 854	
TOTAL DES CREANCES		59 777	50 888	8 889
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	8 320	8 320		
	Personnel et comptes rattachés	24 718	24 718		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	46 115	46 115		
	Impôts sur les bénéfices	2 102	2 102		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	10 880	10 880		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes				
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		92 136	92 136		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Association ADIL 38

Produits à recevoir

		31/12/2023
Total des Produits à recevoir		48 282
Autres créances clients		9 108
CLIENTS FACTURE A ETABLIR	9 108	
Autres créances		39 174
ORG SOC PRODUITS A RECEV	295	
PRODUITS A RECEVOIR	38 879	

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Association ADIL 38

Charges à payer

		31/12/2023
Total des Charges à payer		50 255
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		4 440
FOURN FACTURES NON PARVENUES	4 440	
Dettes fiscales et sociales		45 815
DETTES PROV PR CONG A PAYER	24 718	
CH SOCIALES SUR CONG A PAYER	12 721	
T AXE SUR LES SALAIRES	8 376	

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Association ADIL 38

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		1 854	1 854
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			1 854

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Association ADIL 38

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Association ADIL 38

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	76 000				76 000
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	40 000				40 000
Autres réserves					
Report à nouveau	506 664	(21 874)			484 789
Excédent ou déficit de l'exercice	(21 874)	21 874		5 687	(5 687)
Situation nette	600 789			5 687	595 102
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	600 789			5 687	595 102

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Association ADIL 38

Mention expresse (art.1727 II-2 du CGI)

Annexe libre

Les Administrateurs composant le Conseil d'Administration de l'ADIL de l'Isère sont tous des membres bénévoles qui ne bénéficient à ce titre d'aucune rémunération.

Personnels salarié

	31/12/2023	31/12/2022
Ingénieurs et cadres	1.00	1.00
Agent de maîtrise		
Employés et technicien	6.22	6.52
Apprenti		
TOTAL	7.22	7.52

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Annexe libre 2

DETAIL DES PRODUITS COURANTS DE FONCTIONNEMENT			
COTISATIONS:			
ASSOCIATIONS	750.00 €		
BAILLEURS PUBLICS	3 000.00 €		
AUTRES	<u>4 650.00€</u>	8 400.00€	
SUBVENTION:			
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES	30 000.00 €		
COLLECTIVITE TERRITORALES	233 269.00 €		
ETAT	119 368.00 €		
AUTRES	<u>149 515.60 €</u>	532 152.60€	
PRESTATIONS		6 855.00 €	
REFACTURATION		17 298.05 €	
AUTRES PRODUITS		<u>74.92 €</u>	
TOTAL		564 780.57€	

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE





ASSOCIATION ADIL 38

2 Boulevard Maréchal Joffre
38000 GRENOBLE

Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2023





Tél. : 04 76 09 50 54
www.bdo.fr

Le Pixel - 10 bis avenue des FTPF
38130 Echirolles

ASSOCIATION ADIL 38

Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'Association ADIL 38,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code du commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions, en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation du conseil d'administration en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

A Echirolles, le 14 mai 2024

Signé électroniquement le 14/05/2024 par
Justine Gairaud



BDO Rhône-Alpes
Représentée par Justine GAIRAUD
Commissaire aux comptes





Activité statutaire

Proposition de fixation des cotisations minimales

Article L366-1 du Code de la Construction de l'Habitation

« L'association départementale d'information sur le logement a pour mission d'informer gratuitement les usagers sur leurs droits et obligations, sur les solutions de logement qui leur sont adaptées, notamment sur les conditions d'accès au parc locatif et sur les aspects juridiques et financiers de leur projet d'accession à la propriété, ceci à l'exclusion de tout acte administratif, contentieux ou commercial ».

Pour assurer sa mission de base l'ADIL 38 perçoit des cotisations et des subventions de ses membres. En application de l'article 11 des statuts de l'ADIL 38, l'Assemblée Générale fixe, pour chaque collège, la cotisation qui le concerne sur proposition du Conseil d'Administration.

Pour l'année 2024, le montant minimal des participations proposé est :

Collège	Catégorie de membres	Cotisation annuelle
Collège I	Organismes HLM privés ou publics	1 100 €
	Organismes de crédit	1 650 €
	Organisations professionnelles	550 €
	Organisations professionnelles de la gestion immobilière	1 000 €
	Société Publique Locale	1 100 €
Collège II	Associations	55 €
Collège III	Etat	Néant
	Conseil Départemental	Néant
	CAF	Néant
	Associations d'intérêt général	55 €

Nota : La participation des collectivités locales a été fixée à **0,10 €/habitant** par les membres du conseil d'administration lors de la séance du 11 décembre 2003.

Budget prévisionnel 2024

CHARGES	2024	PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	2024
		Produits de fonctionnement	565 445
Eau, électricité	2 500	Collège 1 - Offreurs de biens & services publics ou privés	157 021
Eau, électricité Nord Isère	345	Organismes HLM privés ou publics	
Fournitures diverses	3 000	CGLLS	25 193
Achats & charges extérieurs	5845	Bailleurs isérois	
Location immobilière Grenoble	44 110	GRENOBLE HABITAT	1 100
Charges immobilières Grenoble	22 000	Bailleurs extérieurs département	
Locations immobilières Antenne Nord Isère	2 800	SEMCODA	1 100
Charges immobilières Antenne Nord Isère	800	ERIILIA	1 100
Entretien et réparations	1 200	Organismes collecteurs 1 %	
Maintenance informatique	3 500	ACTION LOGEMENT SERVICE	124 623
Maintenance téléphonique	500	Organismes de crédit	
Photocopieurs	1 800	CAISSE D'EPARGNE	1 650
Entretien locaux Grenoble	9 500	Organismes professionnels	
Entretien locaux antenne Nord Isère	1 500	LCA FFB AUVERGNE RHONE ALPES	550
Primes d'assurance	4 700	CHAMBRE DES NOTAIRES	550
Services extérieurs	92410	U.N.P.I.	55
Honoraires gestion sociale et comptable	8 500	F.N.A.I.M.	1 100
Honoraires CAC	4 500	Collège 2 - Associations de consommateurs & d'usagers	550
Reception , publications..	2 700	Associations	
Documentation, abonnements	3 433	AFOC/INDECOSA/CNL/CLCV/CSF/ORGEKO/RIVHAJ/UDAF/POLE HABITAT JEUNES/UN TOIT POUR TOUS	550
Frais de déplacement (formation)	1 500	Collège 3 - Pouvoirs publics & organismes d'intérêt général	407 874
Frais de déplacement (permanences, partenariat)	15 000	Pouvoirs publics	282 600
		MINISTERE DU LOGEMENT	119 368
Affranchissement	400	DEPARTEMENT DE L'ISERE mission de base	133 232
Téléphone fixe	11 000	CAF DE L'ISERE	30 000
Téléphonie mobile	2 400		
		EPCI & communes (suivant population 10/08/23)	124 999
Services bancaires et assimilés	500	Communautés d'Agglomération	
Cotisations	400	GRENOBLE ALPES-METROPOLE	45 454
Autres services extérieurs	50333	VIENNE CONDRIEU AGGLOMERATION	9 378
Rémunérations du personnel	322 570	PAYS VOIRONNAIS	9 712
Charges sociales	148 383	PORTE DE L'ISERE	11 173
IFC	2 300	Communautés de Communes	
Charges de personnel	473 253	BIEVRE ISERE	5 663
Impôt sur + valeur financière	460	GRESIVAUDAN	10 548
Charges financières	460	OISANS	1 089
Dot/amort. immob. incorporelles	0	ENTRE BIEVRE ET RHONE	6 988
Dot/amort. immob. Corporelles	13 500	TRIEVES	1 044
Amortissements	13500	SAINT MARCELLIN VERCORS ISERE	4 568
		BALCONS DU DAUPHINE	7 950
		VAL DU DAUPHINE	6 526
		LYSED	2 963
		MATHEYSINE	1 943
		Associations d'intérêt général	275
		AGEDEN/SOLIHA/UDCASS /UGA/COMPAGNON BATISSEURS	275
		Produits financiers	2 240
		Revenus livret A	1 000
		Revenus livret B	440
		Contrat de capitalisation	800
		Produits divers	24 730
		Sous-location Digi	
		Sous Location immobilière	10 586
		Charges immobilières	1 540
		Téléphonie	3 630
		Entretien des bureaux	1 410
		location copieur	864
		Eau, électricité	1 300
		Consommables et Fournitures de bureau	1 125
		SOLDE GAM	4 275
		Subventions à collecter ou reprise sur fonds propres	43 386
TOTAL CHARGES	635 801	TOTAL PRODUITS	635 801

Proposition de résolutions

Première résolution

Rapport moral du Président.

L'Assemblée Générale de l'ADIL DE L'ISÈRE approuve le rapport moral de l'exercice 2023.

Deuxième résolution

Rapport d'activité.

L'Assemblée Générale de l'ADIL DE L'ISÈRE approuve le rapport d'activité de l'exercice 2023.

Troisième résolution

Approbation des comptes 2023 et quitus aux Administrateurs.

Après avoir entendu le rapport financier de l'exercice 2023 et après lecture par le Commissaire aux Comptes de son rapport sur les comptes annuels, l'Assemblée Générale approuve les comptes annuels et donne quitus aux Administrateurs de leur gestion.

Quatrième résolution

Affectation du résultat.

L'Assemblée Générale affecte le résultat déficitaire de l'exercice clos au 31/12/23, en diminution du Report à Nouveau soit - **5 687 €**.

Cinquième résolution

Approbation des conventions règlementées.

Après avoir entendu le rapport spécial du Commissaire aux Comptes, l'Assemblée Générale prend acte de l'absence de nouvelle convention pour 2023.

Sixième résolution

Approbation du budget prévisionnel 2024 & fixation des participations minimales.

L'Assemblée Générale approuve le budget prévisionnel 2024 et la fixation des cotisations minimales correspondantes.

Septième résolution

Renouvellement des Membres du 1^{er} tiers.

Collège I Offreurs de biens et services	Collège II Associations d'usagers et de consommateurs	Collège III Pouvoirs publics et organismes d'intérêt général
FNAIM	AFOC	LE GRESIVAUDAN
ACTION LOGEMENT SERVICE	CNL	AMI
UNPI	Pôle Habitat Insertion	CAPVoironnais

En Isère,
l'ADIL apporte des conseils gratuits sur le logement
avec le soutien de nombreux partenaires :

